



ESSAI

L'écologisme des pauvres vingt ans plus tard : Inde, Mexique et Pérou¹

Par Joan Martínez Alier*

La page du site Internet d'*Envío Digital*, au Nicaragua, intitulée « L'écologisme des pauvres », reprend « la réflexion présentée par Juan Martínez Alier, spécialiste d'économie écologique, dans le cadre du séminaire Taller de la nouvelle gauche latino-américaine organisé à Lima en février 1992 ». Je m'en souviens comme si c'était hier. Il était question d'amener des thématiques écologiques en vue du forum de São Paulo, à l'approche de la conférence des Nations unies de Rio de Janeiro prévue en juin de la même année. Mes amis péruviens m'avaient invité à cette réunion. La tension dans les rues était palpable. Le chef du Sentier lumineux ne serait arrêté que huit mois plus tard. Étaient présents des responsables politiques et des économistes reconnus de la gauche latino-américaine comme Marco Aurelio García, conseiller de Lula, que j'avais connu bien des années auparavant à l'université publique de Campinas. Étaient aussi du nombre Daniel Ortega et des hauts responsables du PRD, le parti de la révolution démocratique du Mexique.

Leur crainte, en tant que gouvernants potentiels, était que le sommet de la Terre vienne consacrer la mode de l'écologisme, un luxe de riches qui ferait obstacle au développement

¹ Texte issu de la conférence organisée au Centre des recherches interdisciplinaires en sciences et sciences humaines, programme universitaire de l'environnement, université autonome de Mexico, le 3 novembre 2009. Traduit de l'espagnol par André Verkaeren.

* Joan Martínez Alier est professeur en économie et en histoire de l'économie à l'université autonome de Barcelone, membre du comité scientifique de l'Agence européenne pour l'environnement et président de la Société internationale pour une économie écologique. Vient de paraître en français: [*L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*](#) (Les Petits matins/Institut Veblen, septembre 2014).

économique et qui limiterait la souveraineté sur leurs ressources naturelles. Les participants au sommet de Rio se préparaient à signer des traités internationaux sur le changement climatique et la biodiversité, mais ces thèmes étaient très éloignés de leurs préoccupations. Ils ne se sentaient concernés ni par les injustices climatiques ni par la biopiraterie, pas plus qu'ils ne réclamaient le remboursement d'une quelconque dette écologique – un sujet que quelques défenseurs de l'environnement d'Amérique du Sud étaient justement sur le point de mettre sur la table –, peu leur importait également la disparition de la forêt tropicale, si importante pour des pays comme le Pérou, le Brésil ou le Mexique.

James O'Connor est un économiste marxiste resté célèbre pour son livre *The Fiscal Crisis of the State* publié en 1973 [« La crise fiscale de l'État », NDT]. Ce sujet n'est-il d'ailleurs pas pertinent une fois de plus quand on voit le rôle de l'accroissement de l'endettement public dans la crise de 2008 et 2009 ? Quoi qu'il en soit, James O'Connor a lancé en 1988 la revue *Capitalism, Nature, Socialism* [« Capitalisme, nature, socialisme », NDT] pour prôner l'écosocialisme. Et c'est avec lui que j'ai commencé à publier, à partir de 1990, à Barcelone, la revue *Ecología Política*². C'est également avec la maison d'édition Icaria, qui a publié cet ouvrage en langue espagnole, que j'avais déjà publié en 1992 *De la economía ecológica al ecologismo popular* [« De l'économie écologique à l'écologisme des pauvres », NDT], réédité par l'éditeur anarchiste Nordan en Uruguay. Quelques ONG et réseaux environnementalistes latino-américains me rejoignaient dans la perspective de l'écologisme populaire ou de l'environnementalisme populaire, deux expressions parfaitement synonymes. À Lima, en 1992, il n'y a eu rien à faire, j'ai eu beau pousser la gauche politique vers l'écosocialisme, mon initiative a été un échec total, jusqu'à provoquer les rires de certains. Ne tournons pas autour du pot, l'écologisme était à leurs yeux rien de moins qu'une imbécillité. La force m'a manqué. Je ne leur ai pas parlé du fait que les glaciers andins fondraient plus vite que le capitalisme. Pourtant, certains mouvements sociaux récents comme les *seringueiros* de l'État d'Acre – les récolteurs de caoutchouc – avaient déjà soulevé le problème des glaciers andins. Une grande partie de la forêt amazonienne pourrait disparaître avant le capitalisme et, très probablement, à cause du capitalisme. Bien des années plus tard, les candidatures rendues possibles de Marina Silva au Brésil et de Marco Arana au Pérou, en 2010 et 2011, respectivement, traduisent enfin un changement. Cependant, pour les présidents latino-

² www.ecologiapolitica.info.

américains, qu'ils soient néolibéraux comme Alvaro Uribe ou Alan García, sociaux-démocrates comme l'a été Lula, et non sans succès, ou même nationalistes de gauche comme Hugo Chavez ou Cristina Fernandez, l'écologisme populaire a quelque chose de gênant et même d'hostile. Rafael Correa avait l'habitude de l'appeler l'« écologisme infantile » ; il n'en a pas moins soutenu l'initiative Yasuní ITT³ et la Constitution équatorienne de 2008 est soucieuse de la protection de l'environnement. Se détourner de l'extraction des richesses, vivre comme des mendiants sur des monceaux d'argent, il n'y a rien de plus absurde aux yeux des partisans d'un développement que nous qualifions, par-delà la critique, de vieilli et de « sénile ». Alan García, qui a ratifié un traité de libre-échange avec les États-Unis, veut à tout prix ouvrir les terres indigènes et communautaires aux investissements dans des secteurs d'exportation. Il s'oppose aux indigènes péruviens qui vivent là depuis des millénaires et qui ont survécu à cinq siècles de racisme extrême, d'apartheid espagnol et créole. C'est un enthousiasme du même acabit qui unit l'ensemble des présidents d'Amérique du Sud autour des grands travaux publics, de l'initiative pour l'intégration des infrastructures régionales sud-américaines, afin de promouvoir, sans surprise aucune, les exportations primaires une fois le continent sorti de la crise économique de 2008-2009.

Marina Silva est issue du mouvement des *seringueiros*. Ministre de l'Environnement, elle a remis sa démission en 2008 de guerre lasse face à l'anti-écologisme de Lula. Pendant ce temps l'écologisme populaire avance, traînant son cortège de victimes non comptabilisées. Il ne bénéficie que de l'aide spontanée de certaines ONG ou de réseaux écologistes qui s'opposent à l'extraction de la biomasse, des minerais, des combustibles fossiles, de l'eau et la production déchets, au détriment des plus pauvres et des plus défavorisés.

Une histoire qui ne se termine pas là

À Lima, en 1992, je leur ai dit que des groupes des États-Unis et d'ailleurs, heureux du triomphe de l'Occident dans la Guerre froide, ne parvenaient même plus à comprendre que les luttes sociales, dans un monde toujours plus inégal, allaient forcément continuer. Ils ne voyaient pas non plus que les lamentables régimes de l'URSS et de l'Europe de l'Est avaient

³ En 2007, le gouvernement équatorien a proposé cette initiative afin d'éviter l'exploitation d'un important gisement de pétrole, découvert en 1990 en dessous du parc Yasuní, un des milieux les plus biodiversifiés de la planète (NDE).

relégué ces luttes au second plan beaucoup plus qu'ils ne les avaient encouragées, qu'ils avaient dupé une partie des pauvres du monde, qu'ils les avaient divisés, les fidèles de Moscou d'un côté et, de l'autre, ceux qui avaient su faire preuve d'une plus grande lucidité, dans d'autres traditions socialistes, ou qui avaient continué l'action à travers des rébellions spontanées ou de sourdes résistances. La chape posée par les partis bureaucratiques communistes avait enfin cédé et d'autres petits partis dont la référence était la Révolution d'octobre 1917, bien souvent composés de gens honnêtes bien que sectaires, n'avait déjà plus aucun sens. Je leur ai dit que les obstacles à la croissance économique se feraient sentir avec de plus en plus de dureté et qu'il serait difficile d'entretenir les peuples dans la promesse d'une croissance économique pour tous. Une telle cécité volontaire revenait à se coiffer d'un bonnet d'âne.

Le marché produit un effet négatif sur l'écologie. Et les économies planifiées ?

L'économie écologique affirme avec raison que le marché ne garantit pas l'intégration de l'économie dans l'écologie parce que le marché sous-estime les besoins futurs et ne comptabilise pas les répercussions externes aux transactions commerciales. En revanche, malgré ce défaut fondamental, le marché impose une quête des bénéfices qui encourage une utilisation plus efficace des ressources, comme nous avons pu le constater après l'augmentation des prix du pétrole en 1973.

Tout cela est fort bien, mais si le marché est mauvais pour l'écologie, les économies planifiées ont-elles fait mieux ? Non seulement ces régimes ont exploité les travailleurs au bénéfice d'une strate de bureaucrates, mais ils ont aussi tout misé sur une idéologie de la croissance économique à tout prix. Ils ont utilisé les ressources avec une inefficacité considérable, due en partie à l'absence des incitants garantis par le marché. De surcroît, et par définition, ces régimes liberticides ne pouvaient compter sur des mouvements de défense de l'environnement dont les actions auraient tendu à faire croître les coûts que doivent assumer les entreprises ou les services publics quand ils détruisent l'environnement. Un mouvement antinucléaire fort était impensable en Union soviétique, par exemple.

Nous le voyons, la disparition de ces régimes ouvre de belles perspectives à d'autres courants socialistes ; le socialisme pourrait aller de pair avec l'égalité, une vision mondialiste, le contrôle communautaire – non étatique – des moyens de production, tout

particulièrement pour l'écosocialisme, basé sur l'écologisme des pauvres. S'ils en ont le temps, les marxistes doivent se recycler, mais si les marxistes doivent revoir leur copie les libéraux n'ont pas gagné pour autant.

L'écologisme n'est pas un mouvement issu des classes moyennes des pays du Nord

Il est possible de concevoir l'écologisme comme un mouvement né dans les pays riches. Il se serait développé à la fin des années 1960 et à l'entame des années 1970 pour finalement s'implanter électoralement dans certains pays européens dans les années 1980. Certains ne voient dans l'écologisme qu'un nouveau mouvement social monothématique, propre aux sociétés prospères, typique d'une époque postmatérialiste. Nous devons nous inscrire en faux contre cette vision. En premier lieu, l'écologisme ou quel que soit le nom qu'on lui donne n'est pas nouveau. Deuxièmement, les sociétés prospères sont bien loin d'être postmatérialistes. Elles consomment des quantités pharaoniques et croissantes de matières et d'énergies et, par conséquent, elles produisent des quantités croissantes de déchets. En fait, il serait éventuellement possible d'affirmer que l'écologisme plonge ses racines sociales dans la prospérité, non pas sur la base d'une corrélation entre richesse et intérêt postmatérialiste pour la qualité de vie, mais justement à partir d'une corrélation entre richesse et production de déchets et épuisement des ressources. Le mouvement antinucléaire états-unien ne pouvait voir le jour que là où l'énorme consommation d'énergie et la militarisation ont entraîné la construction de centrales nucléaires. Notons au passage que les centrales nucléaires ont suscité une opposition aussi au Mexique, comme à Patzcuaro et à Laguna Verde, ainsi qu'au Brésil, à Angra dos Reis. Nous le voyons, il serait absurde de nier l'existence de cet écologisme de la classe moyenne éduquée qui s'allie parfois avec des couches populaires. Il n'empêche, ai-je dit à Lima en 1992, il existe aussi un écologisme de pure survie, un écologisme des pauvres et des indigènes appauvris dont peu de personnes avaient décelé l'existence dans les pays riches jusqu'à l'assassinat de Chico Mendes en décembre 1988, alors que ces cas de figure sont pourtant légion dans le Sud.

Peu importe le vocabulaire au moyen duquel ils se sont exprimés, ces mouvements sont écologistes dans la mesure où leurs objectifs sont définis à travers les services écologiques

nécessaires à la vie : énergie (y compris les calories de la nourriture), eau, espace pour se loger. Mais ce sont des mouvements écologistes pour une autre raison également, puisqu'ils s'efforcent de sortir les ressources naturelles de la sphère économique, du système de marché généralisé, du rationalisme marchand, de la valorisation chrématistique (réduction de la valeur à des coûts et des avantages monétaires) afin de les conserver ou de les rendre à l'*oïkonomia*, dans le sens qu'Aristote conférait à ce mot, semblable à l'écologie humaine et opposé à la chrématistique.

La pauvreté à l'origine de la destruction de l'environnement ?

La recherche consacrée à l'écologisme des pauvres pourrait être présentée grâce à des titres comme « L'expansion du capitalisme et ses conséquences pour l'environnement et les pauvres » ou, dans un autre paradigme, « les conséquences sociales et écologiques de la modernité ». Seulement voilà, dans ces formulations, les pauvres font figure d'êtres inertes alors qu'ils ont assumé le premier rôle dans la conservation des ressources naturelles.

Une objection est envisageable. Nous acceptons qu'il existe des mouvements de pauvres (ruraux et urbains) pour l'accès aux ressources naturelles (terres à cultiver, forêts et terres pour la pâture, eau pour arroser les champs ou pour l'usage domestique dans les villes, les zones urbaines vertes). Mais ces luttes d'accès aux ressources naturelles impliquent-elles une volonté de conservation ou comportent-elles une menace de destruction ? La réponse est que le système de marché généralisé et/ou le contrôle de l'État sur les ressources naturelles impliquent une logique dont les horizons temporels sont courts et qui n'assume pas les coûts écologiques. Par conséquent, les pauvres, en réclamant un accès durable aux ressources et aux services de l'environnement contre le capital et/ou l'État, contribuent du même coup à leur conservation.

L'idéologie du progrès a fait oublier la nature et le travail domestique

Alors que l'idéologie machiste et patriarcale avait contribué au désintérêt de la science économique pour le travail domestique non rémunéré, de la même manière, l'idéologie du progrès a beaucoup fait pour le désintérêt de la science économique à l'égard des services écologiques à l'économie, qui ne sont pas évalués en valeur monétaire ou qui sont sous-

évalués.

La participation des femmes aux luttes écologistes populaires a peut-être bien davantage d'importance que celle des hommes, à l'inverse des luttes syndicales. Pourrions-nous supposer que les femmes sont plus proches de la nature, qu'elles s'identifient à elle à cause de leur rôle biologique dans la reproduction de l'espèce ? À moins que ce ne soit leur fonction dans la division sociale du travail, leurs tâches spécialisées dans le domaine domestique, qui feraient d'elles les agents de la satisfaction des besoins vitaux, de l'approvisionnement en aliments, en eau et en combustibles ? L'étude de l'écologisme des pauvres passe donc forcément par l'examen des travaux et de la conscience des femmes.

La commission Brundtland, en 1987, a accredité l'idée que la pauvreté était, autant ou davantage même que la richesse, à l'origine de la dégradation de l'environnement. Elle s'est imaginé que les paysannes restaient sur place jusqu'à avoir consommé la dernière feuille du dernier arbre du village parce qu'elles n'avaient pas de quoi s'acheter du gaz pour cuisiner, ou que les paysans sacrifiaient la fertilité de leurs sols parce qu'ils n'avaient pas la capacité financière de se procurer des engrais. À la campagne comme à la ville, les plus pauvres n'ont pas d'eau de bonne qualité en quantité suffisante, avec tous les risques sanitaires qui peuvent en découler (dans les années 1990, le choléra est réapparu à Lima).

Nous admettons que la pauvreté est dans certains cas la cause de la dégradation écologique. Attention, il ne faut pas entendre par l'écologisme des pauvres une expression qui signifierait que les gens pauvres se comportent en toutes circonstances comme des écologistes. L'écologisme des pauvres évoque le fait que dans le contexte des conflits écologico-distributifs nés de la croissance du métabolisme économique, les intérêts et les valeurs des pauvres les poussent très souvent à préférer la conservation de la nature à toute autre option.

L'écologisme populaire ou l'écosocialisme

Du point de vue des pauvres, nous pouvons considérer le développement du capitalisme (ou du système de marché généralisé) comme celui d'une économie du pillage à caractère à la fois permanent et croissant et dont l'objectif est d'accumuler du capital et de couvrir les dépenses des riches. Compris de la sorte, les mouvements sociaux des pauvres ont parfois

un contenu écologique (peut-être uniquement implicite) puisqu'ils s'efforcent de protéger les ressources naturelles à l'extérieur de l'économie chrématistique, marchande, et de les maintenir sous le contrôle de la communauté. Cette perspective s'oppose à l'économie conventionnelle puisqu'elle estime que la tragédie des biens communs est justement l'une des causes de la dégradation de l'environnement. Pour sa part, elle propose l'attribution de droits de propriété sur l'environnement et l'échange, sur le marché, les valeurs écologiques, ou même l'intervention des États à travers des mesures régulatrices, ces derniers comptant, en leur qualité d'agents de l'industrialisation et de la militarisation, parmi les pires ennemis de l'environnement.

Ces mouvements sociaux – explicitement écologistes ou pas – s'opposent à la pollution de l'air dans les quartiers populaires des villes et se battent contre la spéculation urbaine pour obtenir des espaces verts ; ils se battent dans les banlieues des villes pauvres pour que l'approvisionnement en eau potable soit suffisant. Ce sont les luttes du passé contre le dioxyde de soufre de Rio Tinto, dans l'Andalousie des années 1880, ou à Oroya, au Pérou, contre la Cerro de Pasco Copper Corporation, quarante ans plus tard. Ce sont les combats menés contre les papeteries pour sauver les forêts et pour conserver la terre contre les centrales hydroélectriques, pour sauver la pêche artisanale – la mer étant considérée comme sacrée, comme au Kerala. Ce sont les luttes menées dans les champs de coton d'Amérique centrale ou les luttes du syndicat de Cesar Chavez en Californie contre le DDT⁴ et d'autres pesticides, les luttes pour la santé et les postes de travail, mais aussi contre la militarisation.

Nous pourrions croire que l'écologisme des pauvres n'a une incidence qu'à l'échelle locale, mais il comprend aussi des aspects plus internationaux. En 1992, les discussions sur l'accord de libre-échange nord-américain, l'Alena, allaient bon train. Il était même question d'un traité de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. À Lima, j'ai affirmé que l'agriculture paysanne mexicaine, du point de vue de l'efficacité énergétique et de la conservation de la biodiversité du maïs, était supérieure à son homologue états-unienne. Pourtant, le Mexique exportait du pétrole bon marché vers les États-Unis, pétrole qui retournait au Mexique partiellement transformé en maïs d'importation, au prix d'un coût énergétique énorme et sans présenter d'intérêt génétique notable. Mais ce maïs pourrait

⁴Dichlorodiphényltrichloréthane.

tout à fait ruiner l'économie agricole mexicaine. Une réaction nationaliste favorable aux paysans adopterait un horizon temporel plus lointain, se refuserait à exporter du pétrole, sauf à des prix qui ne feraient pas l'impasse sur les besoins des générations mexicaines futures. Au lieu de signer l'Alena, le Mexique devrait entrer dans l'Opep⁵.

L'écosocialisme relève davantage du Sud que du Nord précisément parce que les luttes anticapitalistes du Sud sont généralement des luttes écologistes. Qui plus est, la perspective écologique rouvre la discussion sur l'échange inégal, elle met à l'ordre du jour une théorie du sous-développement qui résulte de la dépendance, qui se manifeste non seulement dans la sous-évaluation de la force de travail des pauvres du monde ou dans la détérioration séculaire des prix des matières premières exportées, mais aussi dans l'échange inégal entre les produits non renouvelables ou lentement renouvelables – y compris les éléments fertilisants des sols incorporés dans les exportations agricoles – et les produits importés de faible valeur écologique. C'est l'histoire des exportations de pétrole et de gaz, et d'autres minerais et métaux, mais aussi du guano et de la farine de poisson du Pérou. Nous pouvons ajouter ici la réaction contre les exportations du Nord vers le Sud de déchets toxiques et les conflits générés par l'intensification de l'effet de serre. Ou même les effets de l'exportation de dizaines de millions de tonnes de soja, comme Walter Pengue l'a étudié en Argentine.

Dans certaines régions du monde, la question de l'existence d'un écologisme des pauvres n'a jamais présenté aucun intérêt. Dans l'histoire de l'écologisme nord-américain, par exemple, nous trouvons l'idéologie de Gifford Pinchot, pour qui la conservation des ressources est compatible avec leur exploitation sur la base d'un rendement soutenable, mais aussi l'idéologie de John Muir et du Sierra Club, qui privilégie la préservation de quelques lieux dans leur état absolument sauvage. Il était inutile alors de se demander de quel côté se rangeaient les pauvres. En revanche, dans les années 1980, un troisième courant écologiste a vu le jour aux États-Unis, celui de la justice environnementale, contre le « racisme environnemental », que j'aurais déjà dû mentionner à Lima en 1992.

Les luttes anticapitalistes sont aussi des luttes écologistes qui s'ignorent entre elles

Les critiques écologiques de la science économique qui s'identifient aux pauvres de la planète arrivent à la conclusion que les passifs écologiques deviennent visibles quand ils sont

⁵ Organisation des pays exportateurs de pétrole.

à l'origine de protestations entre groupes sociaux : nous sommes là en présence d'une perspective marxiste qui établit un lien entre la critique écologique de l'économie et les luttes sociales. Mais c'est un Marx revisité et rénové.

Le mouvement Chipko, dans les forêts himalayennes, et le combat contre les barrages de la vallée de la Narmada étaient connus des milieux écologistes nord-américains et européens du Nord, mais ils l'étaient beaucoup moins au Mexique, où se jouaient pourtant aussi des combats indigènes pour la conservation des forêts, contre les sociétés papetières, pas plus qu'ils ne l'étaient au Brésil, cadre de protestations contre les plantations d'eucalyptus à Aracruz, contre l'hydroélectricité (avec le réseau des *atingidos por barragens*), contre l'exploitation minière pour l'exportation et l'élevage. C'est récemment que nous avons découvert les mouvements écologistes spontanés du Sud, d'aujourd'hui et d'hier, indépendants de l'influence du Nord. En Inde, par exemple, les travaux des militants écologistes pouvaient être consultés dans les magnifiques rapports intitulés *The State of India's Environment* [« L'état de l'environnement indien », NDT] publiés par Anil Agarwal, du centre pour la science et l'environnement. Mais rien à faire, en 1992, les militants latino-américains ne se citaient que rarement entre eux et ce qu'il se passait en Inde n'a jamais trouvé écho « aux Indes ». Les événements survenus en Afrique après notre réunion de Lima allaient se répercuter puissamment sur l'écologisme populaire international. Le décès de Ken Saro-Wiwa et de ses compagnons, en 1995, dans le cadre du conflit contre Shell et la dictature militaire, a marqué les esprits. La même année, des militants, notamment équatoriens et nigériens, fondaient d'ailleurs Oilwatch.

Un nouvel écologisme socialiste et néonarodniste

L'écologisme agrarien n'aurait peut-être pas été pour déplaire à Karl Marx en personne. N'a-t-il pas sympathisé vers la fin de sa vie avec l'aile plus radicale du narodnisme russe ? Dans la Russie de la seconde moitié du XIX^e siècle, les narodniks, les agraristes (comme on disait au Mexique) ou encore les populistes étaient ceux qui croyaient dans une transition directe au socialisme grâce au concours des communautés paysannes. C'est en ce sens que le marxisme de José Carlos Mariátegui a pu être qualifié de « populiste ». Le slogan russe « Terre et liberté » a d'ailleurs été adapté par le zapatisme en 1910 au Mexique, peut-être

par le biais d'anarchistes espagnols.

Depuis 1970, l'agriculture moderne et, de façon plus générale, l'économie actuelle essuient le feu de la critique parce qu'elles riment avec l'utilisation de quantités plus importantes de combustibles fossiles, avec davantage de pollution de l'environnement et un recul plus net de la biodiversité que ce ne serait le cas avec l'agriculture traditionnelle et l'économie préindustrielle. Ce courant rejoint celui de la nouvelle économie écologique, mais aussi l'écologisme spontané des pauvres. On pourrait croire qu'une attitude pro-paysanne ne place pas l'accent sur la différenciation sociale. En revanche, dans la mesure où l'écোসocialisme ou l'agrарisme écologiste défendent une économie qui se veut morale, une économie écologique, opposée à la pénétration du marché généralisé, cette perspective peut s'avérer utile pour comprendre certaines des luttes sociales du Sud et même pour les soutenir.

Le mot « narodnisme » doit être utilisé avec ses connotations rurales parce que les travailleurs ruraux occupent un lieu absolument privilégié dans l'écologisme des pauvres. Ils disposent d'un accès direct à l'énergie solaire et bénéficient de l'accès aux terres cultivables. Ils ont aussi accès aux éléments fertilisants du sol, à l'eau de pluie. Et bien que les paysans vendent au marché la majeure partie de leurs récoltes, ils peuvent se retirer du marché plus facilement que d'autres travailleurs.

En traduisant *narodniks* par « populistes », comme c'est l'habitude, l'inclusion des pauvres urbains dans l'écologisme des pauvres prendrait un caractère évident. Mais le qualificatif « populiste » n'a pas en français ce sens socialiste – qui sous-entend l'égalitarisme, le contrôle social et communautaire des moyens de production, la vision mondiale, la disparition effective de l'État – que nous rencontrons chez les narodniks comme dans les autres courants de la Première internationale. Lorsque nous utilisons le mot *narodnik* nous n'excluons donc pas la population urbaine.

Nous pourrions nous demander si l'écologisme des pauvres n'est pas tout simplement une manifestation du phénomène général des résistances indigènes et localistes contre l'expansion capitaliste à la périphérie du monde, ou s'il est un autre exemple du scepticisme de notre époque à l'égard des progrès de la civilisation qui, à en croire les idéologues postmodernes, se manifeste à travers la résurrection des religions, par les petits

nationalismes, par la défaite de la vision de l'histoire en tant qu'analyse universelle du passé et livrant un projet collectif pour l'avenir. La réponse à ces questions est négative. L'écologisme des pauvres est l'idéologie et la pratique des luttes populaires pour la préservation des ressources naturelles dans la sphère de l'économie morale. C'est aussi la défense – que nous pouvons évaluer en termes scientifiques – d'une économie qui valorise la biodiversité et utilise raisonnablement les flux d'énergie et de matières sans nourrir des attentes injustifiées des technologies futures. Cet écologisme n'est pas un exemple postmoderne d'absence de confiance dans le progrès social et scientifique, mais bien une voie vers la modernité, comme le disait l'ethnologue mexicain Victor Toledo, l'écologisme offre une voie vers une modernité alternative.

Il y a confluence entre l'écologisme des pauvres, certains courants politiques de gauche – dont l'origine lointaine remonte en général à l'époque de la Première internationale, vers 1870 – et des courants de pensée et pratiques alternatives, naturistes, pacifistes et féministes, depuis le XIX^e siècle à nos jours. Ces racines intègrent les luttes indigènes pour la conservation des ressources naturelles et d'autres luttes paysannes et ouvrières, mais aussi les petits nationalismes, défensifs et antiétatiques. Par exemple, le nationalisme français a été pronucléaire alors que le nationalisme breton a toujours été antinucléaire. En attendant, la gauche la plus éloignée de l'écologisme populaire serait celle qui correspond aux deux branches politiques principales du marxisme : le léninisme et la social-démocratie.

Écologie et marxisme

À l'heure où les États européens dotés d'une planification économique centralisée et les dictatures bureaucratiques sont tombés dans les oubliettes, il importe de nous remettre en mémoire les débats de la Première internationale sur les divers sens qu'il était possible de donner au socialisme. En critiquant Marx, Bakounine avait vu juste. Les narodniks ou populistes russes comme Piotr Lavrov avaient conféré un rôle politique crucial à la paysannerie et à l'économie communautaire. Les deux branches principales des héritiers du marxisme, la social-démocratie, disposée à participer au massacre insensé de la Première Guerre mondiale et aux guerres coloniales, et le léninisme, qui a tourné au désastre, ne sont pas les seuls courants issus du mouvement ouvrier radical du XIX^e siècle. Le temps était venu

de récupérer les idées de l'anarchisme et du populisme russe, en même temps que celles de Léon Tolstoï, de William Morris et de Gandhi, d'autant plus que leur sensibilité écologique a été largement supérieure à celle des courants marxistes dominants. En face, côté libéral, la sensibilité écologique est restée aux abonnés absents.

Non seulement l'ensemble du courant pseudo-marxiste d'origine staliniste, heureusement défunt, mais aussi la Nouvelle gauche européenne et nord-américaine ont refusé d'entrer dans la discussion écologiste. L'arrogance d'origine léniniste montrée par quelques groupes marxistes résiduels face à l'écologisme confinait franchement au ridicule. (Bien tard déjà, certains auteurs dissidents d'Europe de l'Est comme Wolfgang Harich ont défendu un « communisme sans croissance » – son ouvrage portait le sous-titre « Babeuf et le Club de Rome », allusion au rapport Meadows destiné au Club de Rome de 1972. Un autre auteur d'Allemagne de l'Est, Rudolf Bahro, très connu dans les années 1980, a traversé le Rubicon et s'est affilié aux Verts.)

Le marxisme n'a pas été écologiste. Aussi n'y a-t-il pas eu d'historiographie écologique marxiste, pas plus qu'il n'y aurait pu y avoir d'historiographie écologique « bourgeoise ». La notion d'économie du pillage dans certaines pages de *La Géographie humaine* de Jean Brunhes était plus radicale que la vision de la longue durée développée par Fernand Braudel, où la géographie évolue lentement, l'économie plus rapidement et où la politique relève du court terme. Mais à l'époque de Philippe II et des Habsbourg d'Espagne l'écologie des provinces américaines de l'empire espagnol a subi des changements sans aucun précédent et un effondrement démographique de grande ampleur. Les changements écologiques ne relèvent donc pas forcément toujours de la longue durée. De nos jours, l'immense consommation superflue d'énergie et de matières dans certains pays du monde et l'accumulation des gaz qui génèrent l'effet de serre sont des changements écologiques plus rapides que les changements qui se produisent à l'intérieur du système économique. Ces questions n'ont eu droit de cité ni dans l'historiographie marxiste ni dans l'historiographie économique conventionnelle.

Des économistes marxistes se sont intéressés aux contradictions entre écologie et économie. L'un d'entre eux s'appelait Elmar Altvater (né en 1938). Dans *Die Zukunft der Marktes* [« Le futur du marché », NDT], paru en 1991, et aussi dans son ouvrage antérieur sur l'exploitation

de l'Amazonie, il reprend à son compte les idées de Frederick Soddy (1877-1956) sur la contradiction entre la loi de l'entropie et l'illusion d'une croissance permanente de l'économie. Il insiste également sur la confusion propre au capitalisme entre l'accroissement réel de la richesse et la croissance fictive du capital financier, de la dette privée et publique. Par ailleurs, depuis 1988, la théorie de James O'Connor (voir chapitre 12) apporte une explication à la « seconde contradiction du capitalisme ». La première contradiction est celle qui oppose l'accumulation du capital à l'absence de pouvoir d'achat de la classe ouvrière métropolitaine exploitée et du prolétariat et des paysans appauvris des colonies. Il faut y ajouter une seconde contradiction donc, à savoir que l'expansion capitaliste porte atteinte à ses propres « conditions de production » et tout particulièrement aux conditions écologiques. En outre, les velléités capitalistes visant à réduire les coûts de la production en externalisant les coûts environnementaux ont déclenché des mouvements de protestation écologistes. Cette analyse proposée par O'Connor – et par Enrique Leff dans *Ecología y Capital* (1986) [« Écologie et capital », NDT] – apporte une explication unique aux dynamiques économique, écologique et sociale. Ces mouvements sociaux ont des compositions sociales diverses. Ils s'opposent à la fois aux entreprises et à l'État puisque ce dernier est responsable de la disponibilité des « conditions de production » : aménagements urbains, infrastructures routières, eau potable, air respirable, minerais et combustibles fossiles produits géologiquement il y a des millions d'années et qu'il faut maintenir à bon prix, en faisant la guerre si nécessaire. J'ajouterais à titre personnel qu'au-delà du fait que le capitalisme détruit les « conditions de production », il détruit aussi les conditions d'existence même de groupes sociaux laissés pour compte.

Marxisme et écologisme : toujours pas d'intégration

Le lecteur intéressé trouvera çà et là dans les textes de Karl Marx quelques vagues lueurs écologiques et la présence du concept de « métabolisme social ». Mais le marxisme et l'écologisme n'ont pas encore fait l'objet d'une intégration. L'axe analytique de cette intégration – me suis-je permis de leur dire à Lima en 1992 – doit être la redéfinition des concepts de forces productives et de conditions de production. L'approche écosocialiste ne distingue pas encore la contradiction entre la tendance à la croissance de la formation de

capital et l'exploitation de la classe ouvrière. Tout au plus met-elle en évidence les difficultés que posent la rareté des ressources et la pollution du point de vue de l'accumulation de capital. Jusqu'à présent, le marxisme a été davantage obsédé par l'économisme que par les matières et l'énergie. En d'autres termes, la crise du capital causée par l'atteinte à ses conditions de production ne se faisait sentir qu'à travers les valeurs de l'échange, par l'élévation des prix. Effectivement, dans les années 1970, les taux de profit du capital ont baissé alors que les prix de certaines ressources naturelles augmentaient, faisant croître du même coup les rentes perçues par leurs propriétaires, mais la tendance s'est inversée dès les années 1980.

Tout ceci ne nous livre aucun renseignement digne d'intérêt sur l'articulation entre l'écologie et l'économie capitaliste puisque la problématique écologique, justement, ne se manifeste pas nécessairement dans les prix. En effet, les prix n'intègrent pas les coûts écologiques, ne garantissent pas la reproduction de la nature et n'incluent pas non plus le travail gratuit nécessaire à la reproduction sociale. Ce sont les mouvements sociaux et non les prix qui font apparaître certains des coûts écologiques ou des passifs environnementaux. Si le prix du pétrole avait baissé, cela ne voulait pas dire, en 1992, que l'or noir était plus abondant qu'une quinzaine d'années auparavant ; cette baisse indiquait tout au plus une sous-évaluation du futur. On ne peut remettre en question les prix du marché qu'en adoptant un horizon temporel plus large, qui revalorise le prix des ressources énergétiques épuisables. La question est celle-ci : quel sujet social se révélerait capable d'adopter cette stratégie de revalorisation face aux voisins du Nord, qui considèrent les importations de pétrole et de gaz naturel non pas en termes d'avantages comparatifs – erronément calculés – mais bien dans les termes sans appel de la « sécurité nationale » ?

Science, religion et société

Les sociétés ou les groupes sociaux agissent sur l'environnement en fonction des représentations qu'ils se font de leurs relations avec lui. Ces représentations favorisent les extractions dévastatrices ou, au contraire, exercent sur elles un effet limitatif. Nous pouvons donc affirmer que l'histoire naturelle et l'histoire sociale se recoupent, se confondent. Jusqu'à la grande expérience coloniale de 1492 et l'industrialisation massive de l'Europe, la

relation de nos sociétés avec l'environnement n'a pas été pensée comme une domination et une transformation de la nature, mais bien comme un ensemble d'échanges avec les forces naturelles et parfois sacralisées, passant par des mythes ou des cosmologies religieuses. Si certaines religions, comme le christianisme, étaient prédisposées à abuser de la nature, en tout état de cause, cette prédisposition n'avait pas pu se manifester à l'échelle actuelle.

Ainsi, la salinisation des terres irriguées est un phénomène préindustriel et non occidental. Mais nous pouvons aussi remettre en cause l'efficacité de certaines utilisations traditionnelles de la nature. L'agriculture itinérante, appelée « culture sur brûlis », qui provoquait les colères ignares des administrateurs coloniaux en Afrique, a été présentée plus tard comme un modèle de connaissance agronomique et botanique indigène. D'aucuns y ont même vu un modèle d'efficacité énergétique. Mais d'autres auteurs ont souligné le fait évident que si nous comptabilisons la végétation brûlée dans les intrants énergétiques de l'agriculture itinérante, son efficacité énergétique serait moins bonne et même inférieure à celle de l'agriculture moderne, fondée sur les combustibles fossiles. Si les calories de la végétation brûlée n'ont pas été intégrées dans ces études des flux énergétiques agricoles, c'était évidemment parce qu'on partait du principe qu'elle repousserait par la suite, ce qui n'a pourtant pas toujours été le cas.

Le niveau de consommation de notre civilisation industrielle contemporaine ne connaît aucun précédent. Nous vivons de ressources stockées lors d'époques géologiques lointaines. Nous consommons de nombreuses années de réserves en une seule année de production économique. Les civilisations qui nous ont précédés ne procédaient pas de la sorte. Comme l'affirmait Jean-Paul Deléage, « dans les civilisations où les humains sont la force productive principale, l'adaptation à l'écosystème est le principe fondamental du fonctionnement de la société ». Nous pouvons en déduire que cette attention même que notre civilisation consacre au développement de technologies fondées sur le pillage de ressources naturelles était orientée, au sein de ces autres civilisations, vers l'observation et la connaissance de l'environnement en vue de son utilisation sur un mode soutenable. C'est pourquoi il est pertinent de penser que les populations tribales et paysannes disposent intrinsèquement d'excellentes connaissances des conditions écologiques, sans qu'il soit nécessaire d'en appeler aux vertus innées de l'homme « rustique ».

Nous serions mal inspirés de déprécier les connaissances populaires qui s'expriment dans l'agro-écologie spontanée, la tradition végétarienne populaire ou la médecine alternative au nom du grémialisme de certaines agronomes et médecins. Toutes ces traditions naturistes, qui plus est très fortement liées à des traditions du mouvement ouvrier d'ancrage anarchiste, devraient plutôt être mises en valeur, ce qui ne suppose aucun ralliement à la philosophie irrationaliste qui confond allègrement astrophysique et astrologie.

En écologie, les experts dialoguent avec les amateurs

Les problèmes écologiques sont complexes, interdisciplinaires. En outre, ils sont souvent nouveaux, dans la mesure où ils ont été créés par les nouvelles industries. Aussi, face à l'incertitude considérable de bon nombre de questions écologiques, nous observons un phénomène que l'on rencontre assez rarement dans d'autres domaines : quand il y a discussion sur le risque nucléaire, sur les dangers des dioxines et des furannes, sur les effets du réchauffement de la planète, sur la valeur des semences paysannes, militants écologistes et experts des universités ou des entreprises y participent sur un pied d'égalité.

Pourquoi beaucoup de discussions écologiques incluent-elles des experts et des militants ? D'une part, les responsables politiques conventionnels n'ont pas encore occupé cet espace, même si le sommet de la Terre de 1992 était justement destiné à promouvoir l'image de dirigeants nationaux devenus experts en la matière ou tout du moins intéressés par l'écologie. D'autre part, les questions qu'il faut aborder sont tout à la fois incertaines, complexes, elles ont des conséquences à long terme, mais nécessitent des décisions urgentes. Cette configuration fournit la possibilité non pas d'une confrontation entre écologistes et scientifiques, mais au contraire d'un travail commun entre des écologistes du peuple, respectueux des acquis de la science dans des domaines bien définis, et des scientifiques qui veulent une « science avec le peuple » plutôt qu'une « science pour le peuple », et sont disposés à admettre les limites de leur savoir concernant les problèmes futurs incertains que soulève l'écologisme. J'ai posé ces questions à Lima en 1992 : « En toute honnêteté, qui, aujourd'hui, peut attaquer l'agro-écologie au nom des avancées scientifico-techniques des biotechnologies ? Qui peut se prononcer contre les écologistes au nom de l'énergie de fusion, non pas froide bien sûr, mais chaude ? Cette certitude n'est-elle

pas encore plus extravagante que l'extravagance d'un guérisseur ? »

En Inde, Ramachandra Guha avait identifié trois courants écologistes : les gandhiens, les partisans de l'« écodéveloppement » et des « technologies appropriées » et les marxistes écologiques. Il appelait de ses vœux la collaboration entre ces trois courants qui s'opposaient par leur attitude vis-à-vis de la science. Ainsi les gandhiens étaient moins favorables à la science « occidentale » que les autres courants. Ils critiquaient la modernité. En revanche, les marxistes écologiques avaient créé des groupes qu'ils avaient baptisé la « science pour le peuple », ce qui rappelle le slogan des narodniks russes de l'époque de Piotr Lavrov : « Science et révolution ». L'idée que la connaissance indigène est souvent supérieure à celle proposée par les agronomes étrangers n'est pas synonyme d'attitude antiscientifique. Elle implique au contraire une critique des insuffisances scientifiques et de l'autosuffisance sociale de ces techniciens vendeurs de semences et de pesticides. Parfois, les tentatives visant à changer certaines habitudes paysannes au nom d'une rationalité supérieure qui se présente comme scientifique, mais qui relève d'une mauvaise science, se conjuguent avec la volonté d'intégrer dans la sphère économique certains produits et ressources naturelles qui se trouvaient encore à l'extérieur d'elle. L'écologisme n'est pas antiscientifique. Plus précisément, la perspective écologique implique une intégration ou une articulation des connaissances de diverses branches de la science.

L'écologisme des pauvres en Inde

Dans ce discours prononcé à Lima en 1992 et repris dans *Envío Digital*, j'avais insisté sur l'écosocialisme et sur l'agrarisme, ou le néonarodnisme écologiste. Néonarodnisme est un mot difficile, c'est vrai. Mon idée était d'établir un lien entre cet écologisme populaire et certains courants de la Première internationale. Ainsi, ceux qui se lamentaient de la chute des régimes communistes en Russie et Europe orientale disposeraient-ils d'un lieu de refuge idéologique. Sur cette terre qui avait vu naître José Carlos Mariátegui, et alors que je m'adressais à la gauche latino-américaine, j'avais pensé que des mots comme « écosocialisme » et « néonarodnisme écologiste » trouveraient bon accueil.

Je constate aussi que j'avais cité dans ce discours les rapports du Conseil pour la science et l'environnement (CSE) d'Anil Agarwal. Avec Sunita Narain, ils avaient proposé en 1991

l'égalité des droits de tous les êtres humains concernant l'accès aux puits de dioxyde de carbone et à l'atmosphère dans une brochure intitulée *Réchauffement planétaire : un cas de colonialisme environnemental*. La gauche verte a eu beau se rallier avec enthousiasme à cette proposition à l'époque, elle est restée absente des négociations officielles intergouvernementales ces vingt dernières années. Aujourd'hui, on parle beaucoup plus de la dette écologique ou climatique que le Nord doit au Sud pour avoir fait un usage disproportionné et si long des océans et de l'atmosphère pour évacuer les émissions de dioxyde de carbone générées par la combustion des combustibles fossiles. Sous l'impulsion très puissante d'Acción Ecológica en Équateur et, à l'origine, grâce aux campagnes menées dès 1992 par l'Institut d'écologie politique du Chili⁶, un réseau d'ONG mène une campagne internationale pour réclamer le remboursement de cette dette. Le CSE publie deux fois par mois la revue *Down to Earth* et dans le numéro 15, datant du 15 août 2008, un certain nombre d'années après notre première rencontre donc, Sunita Narain a donné quelques exemples de ce qu'elle appelait le *learning from the environmentalism of the poor to build our common future*, « le fait de tirer les enseignements de l'écologie des pauvres pour bâtir notre avenir commun ».

Voici ce qui a bougé en Inde depuis vingt ans. Dans l'état du Sikkim, le gouvernement a annulé onze projets hydroélectriques suite aux protestations des populations locales. Dans l'Arunachal Pradesh, les barrages sont approuvés à toute vitesse pendant que la résistance monte en puissance. Dans l'Uttarakhand, deux projets sur le Gange ont été arrêtés et les autres projets suscitent bien des inquiétudes. Pendant ce temps, dans l'Himachal Pradesh, les barrages se heurtent à une telle hostilité que les élections ont été remportées par des candidats qui s'y déclarent opposés. Beaucoup d'autres projets, des centrales thermoélectriques aux mines dans des zones agricoles, trébuchent face à des mouvements de résistance. La mine de fer, l'aciérie et le port que propose le géant sud-coréen Posco sont en discussion, même si le Premier ministre a assuré qu'il accordera son feu vert en août. Les populations locales n'ont aucune envie d'entendre ce genre de discours. Elles ne veulent pas se faire déposséder de leurs terres et perdre leur subsistance. Elles ne se fient pas aux promesses de dédommagements. Dans l'état du Maharashtra, les cultivateurs de mangues se sont levés contre la centrale thermique de Ratnagiri. Dans le moindre recoin où l'industrie

⁶ www.deudaecologica.org.

tente de prendre la terre et l'eau, les gens protestent jusqu'à la mort. On déplore des blessés, de la violence, du désespoir. Que nous le voulions ou pas, des milliers d'émeutes éclatent sans cesse dans l'Inde d'aujourd'hui. Après avoir visité Kalinganagar, où des gens sont morts pendant les manifestations contre le projet des industries Tata en 2006, j'ai écrit dans un article que le sujet n'était pas la compétitivité de l'économie indienne, ni même le naxalisme⁷. Les protestataires étaient des paysans pauvres incapables de survivre dans le monde moderne s'ils perdaient leur terre. Ils ont vu leurs voisins être déplacés et les promesses d'argent ou d'emploi non tenues. Ils savaient qu'ils étaient pauvres et que le développement économique moderne les appauvrirait encore davantage. Et c'est le même scénario à Goa, un lieu plus prospère mais où j'ai pu constater que chaque village se bat contre le puissant lobby minier...

Cette liste des conflits écologiques indiens n'est pas exhaustive, loin s'en faut. L'Orissa est le théâtre de conflits très graves dans les territoires des Adivasis (les indigènes) à cause de l'extraction de la bauxite et de la pollution des raffineries d'aluminium. Même chose dans le Jharkhand à cause des mines d'uranium et de charbon et dans l'Alang et le Gujarat à cause des dommages sanitaires et environnementaux provoqués par la démolition des bateaux du monde entier venus s'échouer une dernière fois sur ces plages...

C'est en août 1988 que j'ai visité l'Inde pour la première fois. Je participais à une réunion de militants écologistes à Bangalore. L'organisateur m'avait invité parce qu'il avait lu mon livre paru en 1987, *Ecological Economics: Energy, Environment and Society* [« Économie écologique : énergie, environnement et société », NDT] dans lequel je me demandais qui allait « consommer » socialement la nouvelle économie écologique inspirée de Nicholas Georgescu-Roegen, Kenneth Boulding, Howard Odum, David Pimentel et d'Herman Daly ; quels groupes allaient bénéficier de nos critiques universitaires à l'encontre de l'économie conventionnelle ? Par exemple, de nos jours, Vía Campesina, un mouvement international, met l'accent sur la médiocrité de l'efficacité énergétique de l'agriculture moderne en usant à juste titre d'arguments provenant de l'économie écologique pour défendre les paysans et la souveraineté alimentaire.

C'est à Bangalore que j'ai fait la connaissance de Ramachandra Guha, qui terminait son livre

⁷ Le naxalisme est le nom donné à un mouvement composé de plusieurs groupes révolutionnaires en activité dans quinze états de l'Inde (NDT).

sur le mouvement Chipko dans les districts de Garwhal, Kumaun et Uttarakhand (Himalaya). Cet ouvrage jette les fondations de la théorie de l'écologisme des pauvres. Non pas que les gens pauvres soient toujours écologistes. Il leur arrive de détruire l'environnement, surtout quand la population augmente. Mais dans les conflits écologiques, nous voyons qu'ils se placent souvent du côté de la conservation de la nature. Dans *The Unquiet Woods* (1989) [« Les forêts inquiètes », NDT], réédité à plusieurs reprises, Ramachandra Guha présente toute la variété des langages et des formes de la résistance paysanne observées depuis l'époque coloniale face aux plantations commerciales d'arbres dans cette région, les populations locales préférant l'exploitation soutenable des forêts de chênes dont les feuilles et les branches leur sont utiles. Dans les années 1970, le mouvement Chipko (*chipko* qui signifie « s'enlacer » aux arbres pour empêcher qu'on ne les abatte) s'est opposé aux exploitants forestiers industriels. Les chefs de file du mouvement Chipko citaient en exemple dans les chansons et les contes populaires des résistants parfaitement identifiés qui s'étaient battus pour la même cause cinquante années plus tôt. Aux côtés de Ramachandra Guha, j'ai réalisé plusieurs études comparées de l'écologisme des pauvres dans notre ouvrage *Varieties of Environmentalism* [« Les variétés de l'écologisme », NDT], sorti en 1997.

Voix au Pérou : Tambo Grande, Huancabamba, Islay

Je me suis aussi rendu à Lima en décembre 1988. C'était la première occasion qui m'était donnée de parler au Pérou de l'écologisme des pauvres. Le cadre était une conférence organisée par l'historien Alberto Flores Galindo (1949-1990) au centre d'études Sur dont il était le fondateur. La même année, j'avais publié avec Tito Flores Galindo dans la revue barcelonaise *Mientras Tanto* un article qui traçait les lignes générales de l'histoire écologique, économique et sociale du Pérou. J'ai ensuite fait la connaissance de Manuel Boluarte, assistant d'Hugo Blanco, sénateur à l'époque, et leader paysan célèbre au Pérou depuis les années 1960. À cette époque, il présidait la commission de l'Environnement du Sénat. C'est de cette confluence d'idées qu'est né un texte vigoureux d'Hugo Blanco, intitulé « L'écologisme des pauvres » et publié dans le quotidien *La República* du 6 avril 1991, et aujourd'hui disponible sur Internet. Voici la conclusion de cet article, que nous avons déjà cité au chapitre 11 :

« Au Pérou, vivent de très nombreuses personnes qui sont des écologistes actifs (bien entendu, si je dis

à ces personnes "vous êtes écologistes", ils me répondront "écologistes mon c..." ou quelque chose d'approchant). Voyons voir : le village de Bambamarca n'est-il pas un vieux repère écologiste, lui qui a plus d'une fois lutté contre la pollution de ses eaux causée par une mine ? Ne sont-ils pas écologistes les villages d'Ilo et d'autres vallées touchés par la Southern ? N'est-il pas écologiste le village de Tambo Grande, à Piura, qui s'est levé tel un poing fermé et préférerait mourir plutôt que de voir s'ouvrir une mine dans sa vallée ? Et que dire des habitants de la vallée de Mantaro, qui ont vu mourir leurs agneaux, leurs fermes et leurs sols, empoisonnés par les résidus miniers et les fumées de la fonderie de La Oroya. Et les populations qui habitent la forêt amazonienne et qui meurent en la défendant contre ses agresseurs, elles aussi sont écologistes dans l'âme, tout comme la population pauvre de Lima qui manifeste parce qu'elle est obligée de se baigner dans les eaux polluées des plages. »

Depuis lors, de nombreux autres conflits de l'écologisme populaire se sont joués au Pérou. Parmi ceux que mentionne Hugo Blanco et qui sont aujourd'hui connus au-delà des frontières péruviennes, citons ceux de la Southern Peru Copper Corporation, à Tambo Grande (extraction de l'or à Piura) et de Bambamarca (contre la compagnie minière Yanacocha à Cajamarca). Il faut aussi citer Oroya, un lieu où non seulement se sont déroulés des conflits écologiques historiques, mais qui reste victime aujourd'hui d'une épouvantable pollution causée par l'entreprise Doe Run. L'écologisme populaire n'a rien de nouveau, si ce n'est le nom que nous lui donnons désormais.

Le référendum écologique local

L'histoire péruvienne du xx^e siècle est émaillée de mouvements de protestation suscités par les dégâts écologiques de l'exploitation minière. Le motif écologique apparaît de la même manière dans des mouvements urbains pour l'eau ou contre les déchets. Dans les campagnes également, les tentatives visant à récupérer les prairies des grandes exploitations agricoles au profit des communautés sont à mettre en lien avec la complémentarité des ressources de la Puna et d'autres niveaux, situés plus bas, bien qu'elles procèdent d'un sentiment et d'une réalité d'usurpation. Les paysans ont parfois utilisé des arguments juridiques et l'identité autochtone davantage que des arguments écologiques.

Dix ans après l'article d'Hugo Blanco, dans le village de Tambo Grande, est née une nouvelle institution, le référendum écologique local, qui paralyse le projet minier. La même forme de résistance a été mise en application avec succès à Esquel, en Argentine, profitant d'une conjoncture nationale propice, mais aussi dans le Nord du Pérou contre le projet de mine de

civre de Majaz. Un nouveau référendum local sur un sujet écologique a été organisé récemment contre un projet minier dans la province d'Islay, située dans la région d'Arequipa. Les habitants se sont fédérés au sein d'un Front de défense de l'environnement et des ressources naturelles. Je vous sou mets le résumé du récit de Raúl Chacón dans le bulletin d'informations *El E-cochaski* :

« Le dimanche 27 septembre 2009 s'est produit dans le Sud du Pérou [...] l'acte qui, à des fins concrètes, a été baptisé, au niveau de la province d'Islay, "consultation locale ". Cette consultation est inconnue de l'État central et de ses instances compétentes (Office national des processus électoraux et Commission électorale nationale). Ne fallait-il pas s'y attendre au vu de sa cécité normative en la matière ? Comme il fallait s'y attendre également, la proportion de réponses négatives au projet minier a atteint 100 %, score fort proche des exercices antérieurs organisés dans la région de Piura (Tambo Grande et Majaz, où le "non" a atteint 94 % dans les deux cas). En ces sens, le refus du projet minier de Tía María s'est avéré cette fois encore plus ferme (97 %) que dans les deux autres localités. La cause du "non" était de nouveau le sentiment d'une incompatibilité entre le projet agricole local et le projet minier étranger. »

Les conflits nés du boom minier pour fournir en matières diverses les économies du monde ont été tellement nombreux au Pérou qu'une organisation des communautés touchées par l'exploitation minière a vu le jour. La Conacami, c'est son nom, a eu pour premier dirigeant Miguel Palacín, qui travaille aujourd'hui au sein de la CAOI, la coordination andine des organisations indigènes. Alors qu'elle fêtait les résultats de la consultation locale d'Islay, la CAOI a demandé aux autorités compétentes de leur donner un caractère contraignant, comme le prévoit la Convention 169 de l'OIT. C'était pour elle une façon de conjuguer les dimensions locale et mondiale de ce combat. La CAOI a réitéré sa proposition de donner rang de loi organique à la déclaration sur les droits des peuples autochtones des Nations unies et de promulguer une loi relative à la consultation et au consentement préalable, libre et informé afin de prévenir et d'éviter des conflits provoqués par l'incursion de projets extractifs dans des territoires communautaires.

Comme l'explique Luís Vittor dans *El E-cochaski*, le projet d'Islay – instigué par la Southern Peru Copper Corporation, propriété du groupe México – correspondrait à un investissement de plus de 950 millions de dollars et s'étalerait sur une période de vingt et un ans ; le cuivre serait extrait de deux mines à ciel ouvert. Il serait question d'utiliser les puits de la vallée de la rivière Tambo. Pour les populations locales, le projet porterait atteinte à la disponibilité hydrique, ce qui limiterait la production de riz, de canne à sucre et de paprika. Le projet a été

présenté au public en août 2009 dans le district de Cocachacra. Comme ce fut le cas il y a huit ans à Tambo Grande dans des circonstances analogues, l'opposition locale a provoqué la suspension de la séance. Les autorités locales ont alors enclenché la convocation d'une consultation locale.

Luís Vittor observe une valorisation croissante des activités productives propres et des ressources naturelles dont dépendent la vie et la subsistance locale. Notez que « valoriser » signifie donner de l'importance ou de la valeur à quelque chose, pas nécessairement en termes chrématistiques. À Tambo Grande, après une victoire très nette du « non à la mine », le gouvernement a renoncé à soutenir le projet. Dans les provinces d'Ayabaca et d'Huancabamba, à deux années de la consultation, le projet minier de Majaz de la société Río Blanco Copper n'a pas pu avancer et ses directeurs ont été attaqués en justice à Londres pour violation des droits de l'homme des populations. Dans les deux cas, les mouvements de résistance ont pu compter sur un soutien tant national qu'international. L'organisation de consultations suscite la discussion sur le thème de la démocratie locale, opposée au prétendu intérêt national. Mais les minerais sont bien là et les compagnies minières rôdent toujours. Beaucoup de choses dépendent de l'évolution du métabolisme de l'économie mondiale.

Le mouvement écologiste mondial se nourrit des résistances locales et, parfois, apprend d'elles en retour. Ainsi, Michael Watts a sorti en octobre 2009 un film intitulé *Laguna Negra* sur les tortures subies par une trentaine de paysans. Les coupables étaient des policiers et des employés de la mine de Majaz, non loin de la frontière équatorienne. Cette communauté de Huancabamba est menacée par l'extraction massive de ressources naturelles alors qu'elle est basée sur des valeurs communautaires et traditionnelles⁸.

Ce référendum d'Islay est sans aucun doute un meilleur modèle de décision publique que la confrontation sanglante de Bagua le 5 juin 2009 entre des organisations amazoniennes et la police. À l'origine de ces affrontements, des décrets-lois du gouvernement du président Alan García facilitant l'accès des entreprises privées aux terres des autochtones. Avec Martí Orta, un enquêteur qui connaît les conflits relatifs à l'extraction pétrolière autour du río Corrientes, en territoire Achuar, dans le Nord du Pérou, nous avons écrit sur les

⁸ <http://www.vimeo.com/7086921> (espagnol) ; <http://www.vimeo.com/6942613> (anglais).

antécédents créés par le Baguazo⁹, un épisode lamentable dont on peut espérer qu'il contribuera à modifier en bien la trajectoire politique du Pérou¹⁰.

Au Mexique

La défense de l'environnement par les pauvres, au Mexique, est une activité qui n'est pas sans dangers. Dans un article paru dans *Ecología Política* en 2000, le professeur Víctor Toledo de l'Unam, un ami de vingt ans, a recouru au concept d'écologisme des pauvres pour caractériser des épisodes de la lutte contre la déforestation. Toledo remonte au 22 octobre 1992, jour où la presse publique a publié un entrefilet passé plutôt inaperçu : « Julián Vergara a été assassiné ce matin par un inconnu qui lui a tiré en pleine poitrine avec un fusil de chasse. Vergara était un leader paysan et président du commissariat *ejidal*¹¹ d'El Tianguis. Écologiste, il s'opposait à l'exploitation immodérée des forêts dans la commune d'Acapulco. » Pour autant qu'on sache, personne n'a donné à cette affaire un suivi juridique ou journalistique et, comme c'est l'habitude au pays de la détresse et de l'injustice, le souvenir du sacrifice de Julián Vergara restera enterré sous la chape de notre époque, si cruelle et oublieuse du passé.

Combien de Julián Vergara auront succombé dans leur héroïque défense des forêts, des sources naturelles, des lagunes et des cours d'eau du Mexique ? Je rêve du jour où nous pourrions reconstruire ces récits d'ignominie et où nous arracherons au silence glacial les centaines, les milliers de héros paysans, anonymes et sauvages, qui ont risqué leur vie, comme une fourmi dans sa colonie, pour préserver l'habitat et les ressources naturelles de la nation et du monde, c'est-à-dire de tous les êtres humains. Nous pourrions ainsi faire savoir que cette conscience de solidarité avec la nature, avec le prochain et avec les générations futures, que les écologistes du monde entier recherchent aujourd'hui avec tant de peine, est présente dans l'inconscient collectif et dans les cultures d'innombrables peuples ruraux, de ceux qui ont su se protéger de la pollution la plus dangereuse : celle d'un monde déterminé à privilégier les valeurs de l'individualisme et de la concurrence. Ainsi pourrions-nous aussi

⁹ Intervention militaire du gouvernement péruvien s'inscrivant dans le contexte de la crise politique qui a secoué le Pérou en 2009. Ces opérations ont duré deux jours et coûté la vie à plusieurs dizaines de soldats et d'indigènes (NDT).

¹⁰ www.sinpermiso.info/textos/index.php?id=2642, *Le Monde Diplomatique*, éd. espagnole, n° 165.

¹¹ Au Mexique, un *ejido* est une propriété collective attribuée à un groupe de paysans pour y effectuer des travaux agricoles. Le commissariat *ejidal* est donc celui des propriétaires d'*ejidos* (NDE).

nous rendre compte qu'entre les antiques martyrs paysans des luttes agraires et les nouveaux défenseurs ruraux de la nature, il y a finalement très peu de différences. Les nouveaux « écologistes des pauvres », pour utiliser une expression de plus en plus répandue, sont les zapatistes des années 1900.

L'article de Víctor Toledo poursuivait en comparant l'ignorance et l'oubli dont souffrent tous ces héros paysans de la défense de l'environnement avec les éloges mérités qui ont récemment honoré Rodolfo Montiel, lauréat du prix Goldman pour son opposition à l'entreprise Bois Cascade dans le village de Guerrero. N'en doutons pas, l'impulsion qui a poussé Julián Vergara à défendre les forêts de son *ejido* était du même ordre que celle qui a donné à Rodolfo Montiel l'idée de créer l'Organisation des paysans écologistes de la Sierra de Petatlán, grâce à laquelle ils sont parvenus à empêcher sept ans plus tard la destruction des forêts de Guerrero et à provoquer le départ de l'entreprise forestière transnationale Bois Cascade. En recevant son prix, le lutteur Rodolfo Montiel a cessé d'être un Julián Vergara de plus et est devenu, à l'instar du Brésilien Chico Mendes, un nouveau symbole de l'écologie des pauvres. Même s'il a été brutalement torturé par des éléments de l'armée mexicaine et emprisonné à Iguala sans motifs suffisants, Rodolfo Montiel, du simple fait d'être vivant, nous rappelle tous ces écologistes anonymes qui ont donné leur vie pour défendre leur cause.

En 2009

La notion d'écologie des pauvres est utile pour comprendre certaines résistances actuelles. Ainsi, dans *La Jornada* du 26 mai 2009, Luís Hernández Navarro avait rassemblé quelques cas sous ce titre : « L'autre écologie et les droits de l'homme. » Il évoquait, entre autres, Verónica Hernández, mise en accusation par la société de viande porcine Granjas Carroll à Perote, dans l'état du Veracruz, un lieu de concentration de la production porcine ; Santiago Pérez, qui a fait pression des mois durant pour défendre l'eau des communautés mazahuas ; Agustín Ríos, sauvagement kidnappé par la police parce qu'il se battait contre les exploitants d'une mine. Le 6 mai 2009, les membres du Comité de défense des droits du peuple, ceux de la Coordination pour la défense des ressources naturelles et de notre Mère la Terre et de la vallée d'Ocotlán ont été délogés par la police de l'état d'Oaxaca.

Ils protestaient contre la mine. Certains d'entre eux ont été accusés de coups et blessures, de pillage et de dommages aux voies générales de communication. Ces événements rappellent les tentatives du gouvernement d'Alan García pour rendre illégale l'organisation amazonienne Aidesep et l'exil forcé de son dirigeant, Alberto Pizango, après le 5 juin 2009. Aldo Zamora, membre de la communauté tlahuica, dans l'état de México, et défenseur des forêts, a été assassiné le 15 mai 2007. Son frère Misael a été gravement blessé. Tous deux ont été pris dans une embuscade tendue par des bûcherons alors qu'ils faisaient route vers Santa Lucía, Ocuilán, dans l'état de México. Le journaliste explique :

« Depuis 1998, Ildefonso Zamora, père d'Aldo Zamora et président des biens communaux de San Juan Atzingo, dénonce l'exploitation illégale des forêts de son peuple, situées dans le parc national Lagunas de Zempoala. Près de deux mois après ce crime [l'assassinat de son fils], le 12 juillet 2007, le président Felipe Calderón lui a promis de lui rendre justice... Le 7 janvier, la présidence de la République a envoyé à Ildefonso une lettre dans laquelle il lui était signalé que l'affaire relevait de la compétence du gouvernement de l'état... Les forêts de San Juan Atzingo se trouvent dans le corridor biologique Ajusco-Chichinautzin, qui abrite deux pour cent de la biodiversité mondiale, fournit trois quarts de l'eau consommée dans la ville de Mexico et approvisionne les rivières Lerma et Balsas. La zone des Lagunas de Zempoala-Huitzilac est pourtant gravement menacée par l'exploitation illégale du bois. Aldo Zamora est encore un autre militant écologiste qui succombe à la répression. »

Et le journaliste de conclure :

« Ceux qui sont agressés défendent leur eau, leurs forêts, leurs ressources naturelles, leurs communautés, leur biodiversité, leur santé, leur terre et leur territoire face à la voracité effrénée des sociétés immobilières, des usines de traitement de déchets mexicains ou importés, du secteur touristique, des compagnies minières transnationales, des complexes agro-industriels, des sociétés forestières, des compagnies pharmaceutiques et des projets hydroélectriques. Vu la faiblesse des réglementations environnementales, la corruption des gouvernements, les traités commerciaux qui autorisent au titre d'avantage comparatif la destruction impunie de l'environnement, les grands consortiums multinationaux ont la permission de tout dévaster. Bien souvent, ils disposent de la force publique pour étouffer la résistance des communautés touchées. Des violations des droits de l'homme ont été commises dans les cas suivants : le plan touristique de la sierra Tarahumara, la construction des barrages El Tigre et la Cabeza, le centre industriel pour la gestion des déchets industriels et leur traitement définitif à Coahuila, le projet hydroélectrique à La Parota, Guerrero, le confinement des déchets toxiques à Zimapán, Hidalgo, la construction d'usines d'éthanol dans les états d'Oaxaca et de Veracruz. »

Un cas supplémentaire : El Zapotillo

La Jornada (Jalisco, 7 mars 2009) a donné des explications sur le projet de barrage El Zapotillo sur le río Verde visant à approvisionner en eau potable la ville de León, dans le Guanajuato, ainsi que certaines populations de Los Altos de Jalisco. Le projet implique la mise sous eau des populations de Temacapulín et de Palmarejo, dans la commune de Cañadas de Obregón, d'Acasico, dans la commune de Mexxicacán, et le ranch La Parada, dans la commune de Yahualica de González Gallo. Problème, il y a résistance des habitants concernés dont la mobilisation, affirmait le journaliste Mario Edgar López, brise le mythe qui voudrait que la défense et la conservation de l'environnement soient un luxe des sociétés riches. Voici comme le journaliste résume la situation :

« En 2005, les villages de Temacapulín, Acasico et Palmarejo ont été littéralement envahis de petites lettres de protestation collées sur les maisons, les poteaux et les arbres. Sur certaines, on pouvait lire : "Dau, les enfants de Palmarejo te remettront les idées en place" (Enrique Dau Flores est l'ancien directeur de la commission publique de l'eau)... »

Sur les 30 millions de pesos destinés à l'achat de maisons à Temacapulín, 5 millions seulement ont été déboursés. Il n'y avait aucun accord avec les personnes touchées, contrairement à ce qu'avait annoncé la commission publique de l'eau de Jalisco. Quelques citoyens de Temacapulín avaient vendu leurs propriétés et réoccupé trois maisons, tout au plus. Le mensonge institutionnalisé affirmant que le projet bénéficiait de l'approbation générale a fini par être découvert. Entre le 27 février et le 1^{er} mars, la couverture radiotélévisée assurée par l'université de Guadalajara, qui transmettait depuis le village de Temacapulín, a permis de faire pencher la balance médiatique en faveur de l'écologisme des pauvres. Les interviews de plusieurs habitants de la communauté reflétaient leur exigence de justice écologique : « C'est très bien de vouloir apporter l'eau à León, mais pas en nous niant, pas en inondant nos maisons, notre église et les tombes de nos ancêtres. »

En évoquant l'église du village et les tombes, les acteurs en appellent à une valeur sacrée qui s'oppose à la valorisation chrématistique. Finalement, si le barrage est construit, nous savons que des dédommagements seront versés, même si les tombes, modestes et de gens pauvres, seront bon marché. Cela me rappelle un chant entendu dans les campagnes d'Andalousie et qui figure dans mon livre *La estabilidad del latifundismo* (1968) [« La stabilité du régime des *latifundia* », NDT] : « Par charité, mon père ils sortirent de sa tombe/Pour y

enterrer un riche/Ils disent que les hommes sont des frères/Mais même aux morts ils font du mal. »

Comme dans d'autres cas similaires, la construction du barrage d'El Zapotillo est une lutte écologique silencieuse qui se livre entre le développement non durable et le droit à la subsistance de la vie humaine des plus faibles. En effet, et comme le signale le journaliste Mario Edgar López, le déplacement vers d'autres lieux est un coût que l'on est obligé de consentir aux habitants vu leur situation de faiblesse face au pouvoir.

Autres cas mexicains

Les pauvres ne sont pas toujours écologistes et les écologistes ne sont pas toujours pauvres. Les cas d'écologisme des pauvres et de peuples indigènes appauvris sont (et ont toujours été) nombreux, partout dans le monde. Nous observons par ailleurs des cas hybrides au Mexique et ailleurs, comme les protestations contre les centrales nucléaires. Il y a aussi ce procès gagné définitivement en 2009 contre la société canadienne New Gold, propriétaire de la mine San Xavier à Cerro San Pedro, non loin de San Luís Potosí et qui exploite depuis des années une mine à ciel ouvert et utilise du cyanure dans une zone protégée. Il existe aussi beaucoup d'exemples d'un écologisme qui entretient le culte de la nature sauvage, représenté par Nature Conservancy, l'IUCN et le WWF, et qui oublie les humains, même s'il peut arriver à cet écologisme de riches de donner la main à l'écologisme des pauvres : la défense des mangroves et des forêts pourrait être un objectif commun.

Faisant appel aux souvenirs de mes visites antérieures au Mexique, j'inclus dans l'écologisme populaire mexicain le grand mouvement de défense de la biodiversité du maïs contre les importations et contre la légalisation de semences transgéniques, les protestations contre la déforestation et l'émergence de la gestion communautaire et soutenable des forêts comme dans les *pueblos mancomunados* d'Oaxaca, les protestations contre les dommages causés par l'extraction pétrolière à Tabasco et Campeche, exprimées dans le pacte côtier, les mouvements en faveur de l'appropriation des terres et de l'eau contre la monoculture de l'eucalyptus ou du pin pour le carton et le papier (par exemple, contre la société Smurfit en Colombie ou au Venezuela), la défense des terres communautaires contre les barrages, contre tout aéroport (San Mateo Atenco), contre les parcours de golf (Tepoztlan), la

résistance contre les importations de déchets couverts par l'Alena et qui ont donné lieu au procès paradoxal de Metalclad contre l'état de San Luis Potosí et la commune de Guadalcázar, les protestations causées par la pollution des *maquilas*, les zones où se concentrent les ateliers d'assemblage de produits destinés à l'exportation, à Tijuana et ailleurs, les protestations locales causées par la destruction de la mangrove (pas au Mexique, mais au Guatemala et au Honduras). Il existe également au Mexique de nombreux cas urbains d'écologisme populaire. Peut-être qu'au sein de l'Unam quelqu'un rédige une ambitieuse thèse de doctorat sur l'écologisme des pauvres au Mexique ? Surtout, que cette personne se souvienne que si Emiliano Zapata est entré en résistance, et en révolution, dans l'état du Morelos, c'est parce qu'une raffinerie de sucre monopolisait toute l'eau disponible. « Terre, eau et liberté ».

Le mot de la fin

Les années 1970 ont été celles d'un écologisme redistributif à l'image de celui de Barry Commoner et de Nicholas Georgescu-Roegen. C'est à ce dernier que nous devons la proposition – formulée en 1972 à Stockholm – concernant la liberté d'émigrer sans restriction, situation qui obligerait à corriger totalement les inégalités sociales. Mais elle fut reléguée à l'arrière-plan par l'expression « développement durable » mis en avant par le rapport Brundtland (1987) et qui prétendait concilier croissance économique et soutenabilité écologique. À Lima, en 1992, mes thèses de départ résumées par *Envío Digital* ne relevaient certainement pas du développement durable. Les voici :

- La croissance économique se heurte à des obstacles écologiques. Ni les néolibéraux ni la majorité des marxistes n'admettent le bien-fondé de ces obstacles.
- Le socialisme doit s'ouvrir à l'écologie. Tant l'anarchisme que le populisme russe ont fait montre d'une sensibilité écologique, mais le divorce entre marxisme et écologie est consommé depuis 120 ans.
- Il existe un écologisme de l'abondance et un écologisme des pauvres. Toutes les luttes menées contre la militarisation relèvent de l'écologie, tout comme de nombreuses luttes anti-impérialistes.
- Aujourd'hui, les changements écologiques sont plus rapides que les changements

économiques bien que nous puissions affirmer qu'aucune civilisation n'a été écologiquement innocente.

Pour résumer, vingt ans plus tard, nous constatons effectivement que la richesse est la cause principale de la dégradation de l'environnement. En effet, la débauche de consommation d'énergie et de matières est plus importante chez les riches, tout comme la production de déchets qui résulte de cette consommation. L'économie n'est donc pas en cours de dématérialisation. Le métabolisme économique ne cesse de croître, même si la crise, en 2008 et 2009, a brièvement interrompu cette trajectoire. Les conflits écologico-distributifs causés par l'extraction et le transport de ressources et par l'exportation ou l'évacuation de déchets, y compris le dioxyde de carbone, se multiplient. Au cœur des protestations se trouve le transfert des coûts environnementaux vers les pauvres et les politiquement faibles.

La perception écologico-populaire s'exprime parfois au moyen d'une terminologie scientifique. Sont alors évoqués les flux d'énergie et de matières, la perte de biodiversité, le changement climatique, les ressources épuisables et la pollution. Mais ce vocabulaire scientifique n'est pas toujours celui auquel recourent ou ont recouru les mouvements écologistes actuels et passés. Ils ont d'autres langages à leur disposition.

L'obligation de survivre rend les pauvres conscients de la nécessité de conserver les ressources et les services écologiques. Cette conscience est parfois complexe à mettre au jour parce qu'elle se sert de langages locaux, parfois religieux, et se réfère à des valeurs distinctes de celles de la culture locale. Ces luttes prennent parfois la forme de la défense du territoire et en appellent à l'identité communautaire et indigène, mais il ne faut pas s'y tromper, elles trouvent leur origine non pas dans l'identité et le territoire, mais dans la défense de la subsistance, de l'*oïkonomia*, face à la croissance du métabolisme prédateur de l'économie mondiale.

Les luttes sociales destinées à maintenir l'accès du peuple aux ressources naturelles contre la privatisation (ou contre l'étatisation) ont toujours été et continuent d'être de plus en plus nombreuses. Le marché – et l'État, pour d'autres raisons – ne valorisent pas les coûts écologiques ou les passifs environnementaux. C'est pourquoi les luttes sociales des pauvres pour maintenir l'utilisation des ressources naturelles à l'extérieur de l'économie marchande

(ou de l'administration publique) sont simultanément des luttes pour la conservation de la nature.

Comme l'indiquait Luís Hernández Navarro dans *La Jornada*, le 26 mai 2009, les mobilisations écologistes des pauvres sont un des grands théâtres de confrontation sociale du monde contemporain. De nombreux conflits sociaux présents et passés ont un contenu écologique, les pauvres tentant de maintenir sous leur contrôle les services et les ressources écologiques dont ils ont besoin pour vivre, face à la menace du transfert de leur propriété à l'État ou à la propriété privée capitaliste, face aussi à la croissance du métabolisme de l'économie en termes de quantités d'énergie et de matières ou de production de déchets. Les pauvres luttent contre les impacts écologiques qui les menacent et se transforment en défenseurs des écosystèmes en luttant pour leurs terres, leur patrimoine, leur culture, leur paysage et le lieu où ils habitent. Ils sont parfois réticents à se considérer comme des écologistes, un terme en définitive récent dans l'histoire sociale.

Le jour où j'ai donné cette conférence à l'Unam, la presse faisait état de l'affaire de Miguel Angel Pérez. Je reprends ses propos :

« Bien que j'ignore les motifs directs de ce qu'il s'est passé et que le Mexique soit le cadre de nombreux décès violents qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'écologisme, il est frappant de lire justement dans la presse d'aujourd'hui¹² que le leader paysan et écologiste Miguel Angel Pérez Cazalez a été assassiné dans la communauté autochtone d'Ocoatepec dans le Nord-Est de l'état du Morelos. Il y avait défendu avec vigueur la zone protégée d'El Texcal entre les communes de Tepoztlan, Jiutepec et Yautepec. Il faisait partie de l'organisme baptisé "Trois villages défendent l'eau et la terre". »

Ce genre d'affaire n'est pas près de disparaître au Mexique. Ainsi, le 27 novembre 2009 alors que je corrigeais un texte, j'ai appris l'assassinat de Mariano Abarca à Chicomuselo, dans l'état du Chiapas ; il était un des principaux opposants à l'exploitation des mines de barytine par la société canadienne Black Fire. Selon un rapport du Réseau mexicain des personnes touchées par les mines (Rema-Chiapas), les coups de feu ont été tirés par un motocycliste. Le 17 août 2009, accusés de divers délits par Black Fire, Mariano Abarca avait été arrêté et emprisonné sur ordre du parquet. Libéré dès le 24 sous la pression nationale et internationale, il avait rejoint un sit-in avec ses camarades à Chicomuselo pour exiger le départ de la société minière.

L'écologisme des pauvres désigne les conflits causés par la croissance économique et par les

¹² *Crónica*, 3 novembre 2009, p. 5.

inégalités sociales lorsque les effets négatifs de l'extraction des ressources et de l'évacuation des déchets sur l'environnement sont imposés à des groupes sociaux marginalisés. Ces conflits se déroulent parfois aux frontières de l'extraction, dans des territoires autochtones et des zones de refuge où il n'existe aucune couverture journalistique. Cette résistance est écologique même quand le mouvement ne recourt pas à cet adjectif. Ces mouvements de l'écologisme populaire perdent généralement la partie. Les gagnants sont les experts en résolution de conflits que ce soit par décès de l'une des parties, par incarcération, exil forcé, corruption des dirigeants, division organisée des communautés par les conseillers des gouvernements et des entreprises. Dans certains cas, la résistance populaire l'emporte provisoirement, jusqu'à ce qu'un nouvel investisseur fasse son apparition. Que le projet soit minier, pétrolier ou hydroélectrique, il bénéficiera du soutien de l'État. Mais soyons optimistes : ces mouvements constituent une force sociale de premier plan. Ils sont à la recherche d'alliés dans le monde entier. Leur désir est simple : ils veulent orienter l'économie vers une voie plus juste et plus soutenable. De la résistance naît l'alternative.